



LEÇONS TIRÉES DE L'ATELIER DES PARTENARIATS NATIONAUX DE FILLES, PAS EPOUSES

TENU À AMSTERDAM
DU 7 AU 9 NOVEMBRE 2016

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
QUI A PARTICIPÉ A L'ATELIER?	5
1 LEÇONS TIRÉES SUR LES POLITIQUES ET LES PLAIDOYERS	6
2 LEÇONS TIRÉES SUR L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE STRATÉGIES NATIONALES POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS	9
3 LEÇONS TIRÉES SUR LA COORDINATION ET LA GESTION DES PARTENARIATS NATIONAUX	12
4 LEÇONS TIRÉES SUR LA PARTICIPATION EFFECTIVE DES JEUNES (PEJ)	15
5 LEÇONS TIRÉES SUR LA COMMUNICATION ET LA MOBILISATION DES MÉDIAS	17
6 LEÇONS TIRÉES DU TRAVAIL DES AUTRES PARTENARIATS ET DE LEUR UTILISATION DES PREUVES	21
7 LEÇONS TIRÉES SUR LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS DES COLLECTES DE FONDS CONJOINTES	23
CONCLUSIONS	25
NOTES	26

INTRODUCTION

Introduction

En novembre 2016, les partenariats nationaux de *Filles, Pas Epouses* se sont rencontrés à Amsterdam pour échanger sur les réussites et les difficultés liées à leur travail. Le présent document récapitule les leçons tirées de l'atelier. Il est destiné aux participants de l'atelier et à ceux qui s'intéressent aux activités de coopération visant à mettre fin au mariage des enfants.

Filles, Pas Epouses et les partenariats nationaux

Les partenariats nationaux jouent un rôle de plus en plus important dans l'atteinte des objectifs de *Filles, Pas Epouses*. Les partenariats nationaux sont formés de membres de *Filles, Pas Epouses* qui croient au pouvoir de la collaboration pour mettre fin au mariage des enfants dans leur pays. Les membres qui se sont regroupés autour d'un partenariat national ont choisi de rendre leur travail conforme à la stratégie mondiale de *Filles, Pas Epouses* et ont signé un protocole d'accord avec le secrétariat. *Filles, Pas Epouses* travaille également avec des coalitions nationales, qu'elles envisagent ou non de former un partenariat national *Filles, pas Epouses*.

Les partenariats nationaux et les coalitions nationales n'ont pas la même relation avec le secrétariat mondial de *Filles, Pas Epouses*, mais leur processus de création et leurs activités sont très semblables. Ainsi, nous utilisons le terme « partenariats nationaux » pour signifier à la fois les partenariats nationaux et les coalitions nationales.

Un partenariat de partenariats : pourquoi une rencontre à Amsterdam ?

En novembre 2016, *Filles, Pas Epouses* a organisé un atelier de trois jours à Amsterdam où étaient conviés les représentants des partenariats nationaux. L'atelier avait pour objectif de favoriser les apprentissages et les échanges, de développer les capacités des partenariats nationaux et de renforcer les relations avec le secrétariat de *Filles, Pas Epouses*.

Le présent document résume les présentations et les résultats des discussions tenues à Amsterdam. Il se veut un compte-rendu de l'atelier pour les participants ainsi qu'une ressource pour les personnes actives au sein d'un partenariat de *Filles, Pas Epouses* ou désirant lancer une collaboration à l'égard du mariage des enfants. Nous espérons qu'il vous motivera à poursuivre et à élargir votre travail collectif à l'égard du mariage des enfants !

Filles, Pas Epouses remercie les 35 participants de 15 pays qui ont partagé leurs connaissances et échangé sur les problèmes liés à leur travail. Ces enseignements forment les leçons tirées du présent rapport.

Liste des abréviations:

UA: Union africaine

OSC: organisation de la société civile

PEJ: participation effective des jeunes

ONG: organisation non gouvernementale

ASACR: Association sud-asiatique de coopération régionale

SADC: Communauté de développement de l'Afrique australe

USAID: Agence américaine pour le développement international

QUI A PARTICIPÉ ?

PARTICIPANTS À L'ATELIER DES PARTENARIATS NATIONAUX, TENU À AMSTERDAM DU 7 AU 9 NOVEMBRE 2016



Partenariats nationaux :

Bangladesh: *Filles, Pas Epouses Bangladesh* : l'Alliance du Bangladesh pour mettre fin au mariage des enfants a été lancée en septembre 2013 et est devenue officiellement un partenariat national de *Filles, Pas Epouses* en juillet 2014. *Filles, Pas Epouses Bangladesh* possède plus de 20 membres, de petites organisations travaillant au niveau local aux bureaux nationaux de grandes ONG internationales.

Ghana: *Filles, Pas Epouses Ghana* est devenu officiellement un partenariat national de *Filles, Pas Epouses* en octobre 2014 et a été lancé en décembre 2014. *Filles, Pas Epouses Ghana* possède plus de 20 membres répartis dans les 10 régions du pays.

Mozambique: *Filles, Pas Epouses Mozambique* a été créé en 2013 sous le nom « Coligação para Eliminação dos Casamentos Prematuros » (CECAP) et est devenu officiellement un partenariat national de *Filles, Pas Epouses* en juillet 2014. *Filles, Pas Epouses Mozambique* est constituée de 43 organisations de la société civile : 36 organisations locales et sept organisations internationales.

Népal: *Filles, Pas Epouses Népal* (*Balika Dulahi Hoinan* en népalais) a été créé en février 2012 et est devenu officiellement un partenariat national de *Filles, Pas Epouses* en février 2015. *Filles, Pas Epouses Népal* est constitué de 15 organisations nationales et internationales.

Pays-Bas: *Filles, Pas Epouses Pays-Bas* a été lancé officiellement en novembre 2016. Établi en 2014 en tant que « Fonds des alliances à l'égard du mariage des enfants », *Filles, Pas Epouses Pays-Bas* a été initié par trois alliances sur le mariage des enfants : l'alliance *Her Choice* (« Son choix »), l'alliance *Yes, I do* (« Oui, je le veux ») et l'alliance *More than Brides* (« Plus que des épouses »).

Ouganda: L'Alliance ougandaise pour la fin du mariage des enfants a vu le jour en janvier 2013 et est devenue officiellement un partenariat national de *Filles, Pas Epouses* en juillet 2016. *Filles, Pas Epouses Ouganda* possède plus de 50 membres dans l'ensemble du pays qui travaillent au niveau communautaire, municipal, régional et national.

Royaume-Uni: *Filles, Pas Epouses Royaume-Uni* est devenu officiellement un partenariat national de *Filles, Pas Epouses* en juillet 2014. Ses membres s'efforcent de mettre fin au mariage des enfants au Royaume-Uni et ailleurs dans le monde. Les membres du partenariat partagent des apprentissages et des preuves et travaillent conjointement pour veiller à ce que le gouvernement du Royaume-Uni poursuive son travail visant à mettre fin au mariage des enfants.

États-Unis: *Filles, Pas Epouses États-Unis* est devenu le premier partenariat national officiel de *Filles, Pas Epouses* en 2012. Le groupe était précédemment connu sous le nom de Coalition des États-Unis contre le mariage des enfants, un groupe qui a joué un rôle déterminant dans l'adoption de politiques clés sur le mariage des enfants aux États-Unis. *Filles, Pas Epouses États-Unis* est composé de plus de 50 organisations de la société civile œuvrant à l'échelle internationale et nationale.

Coalitions nationales actuelles ou émergentes :

Burkina Faso: une coalition nationale pour la fin au mariage des enfants a été créée en 2013 dans le but de travailler avec le gouvernement vers l'élaboration d'un plan d'action national pour la fin au mariage des enfants. Le groupe formalise actuellement son mandat et sa structure.

Cameroon: un partenariat national est en cours de formation au Cameroun et collabore déjà avec différents ministères. Le partenariat a également contribué de manière considérable au lancement de la campagne de l'Union africaine en 2016.

Malawi: un partenariat national a été lancé au Malawi en 2014. Le partenariat s'apprête à signer le protocole d'accord de *Filles, Pas Epouses* et son statut de partenariat national de *Filles, Pas Epouses* sera confirmé en 2017.

Tanzanie: le Réseau tanzanien pour la fin du mariage des enfants est une coalition de 35 organisations de la société civile visant à mettre fin au mariage des enfants en Tanzanie. Le réseau a été lancé le 11 octobre 2012 lors de la commémoration de la Journée internationale de la fille.

Pakistan: une coalition formée de membres de *Filles, Pas Epouses* travaille actuellement à la création d'un partenariat national pour la fin du mariage des enfants. Ce partenariat d'OSC collaborera étroitement avec les coalitions provinciales actuelles.

Zambie: le Réseau d'OSC pour la fin du mariage des enfants en Zambie est une coalition d'OSC et d'autres acteurs qui mènent divers projets à l'égard du mariage des enfants en Zambie. Le réseau a été lancé en 2014 et est composé d'une variété de membres.

Zimbabwe: une coalition d'OSC a été formée au Zimbabwe en 2015. Le groupe en est à ses débuts et s'efforce actuellement de formaliser sa structure et son affiliation à *Filles, Pas Epouses* en vue de devenir un partenariat national.

1 LEÇONS TIRÉES SUR LES POLITIQUES ET LES PLAIDOYERS

Le mariage des enfants est lourd de conséquences et ses causes sont complexes. À l'échelle nationale, les gouvernements ont donc un rôle de leadership à jouer en vue de mettre fin à la pratique. Il est essentiel pour les partenariats nationaux de pousser les gouvernements à agir et à rendre des comptes par rapport aux engagements pris à l'égard du mariage des enfants. À Amsterdam, les représentants des partenariats ont volontiers fait part de leurs réussites et des problèmes rencontrés.

Objectifs de plaidoyer : que prônent les partenariats nationaux ?

Les partenariats nationaux sont souvent créés autour d'un objectif de plaidoyer commun. Les objectifs de plaidoyer sont toujours adaptés à un contexte précis, à savoir les politiques et le processus législatif du pays concerné. Néanmoins, les partenariats nationaux partagent plusieurs thèmes et caractéristiques.

Objectifs de plaidoyer des partenariats nationaux dans les pays à forte prévalence du mariage des enfants :

- Faire passer l'âge légal du mariage à 18 ans, sans exception.
- Supprimer les failles dans la législation qui rendent possible le mariage avant l'âge de 18 ans, y compris toute dérogation à l'âge légal du mariage par autorisation parentale ou judiciaire.
- Harmoniser les lois et les politiques existantes, y compris la Constitution et le code de la famille, pour veiller à ce que l'âge légal du mariage soit uniformément fixé à 18 ans.
- Elaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales pour la fin du mariage des enfants.
- Adopter une approche multisectorielle et multipartite à l'égard du mariage des enfants, conjuguée à un mécanisme de coordination efficace.

- Veiller à ce que les gouvernements consacrent des ressources budgétaires suffisantes aux problèmes vécus par les adolescentes, y compris le financement de stratégies nationales à l'égard du mariage des enfants.
- Veiller à l'application des politiques et des lois en vigueur qui touchent les adolescentes.
- Adopter des cadres juridiques et politiques internationaux et régionaux, notamment la Loi type de la SADC.
- Veiller à ce que les gouvernements soient tenus responsables de leurs engagements internationaux et nationaux à l'égard du mariage des enfants.

Objectifs de plaidoyer des partenariats nationaux dans les pays donateurs :

- Veiller à ce que la question du mariage des enfants demeure une priorité de développement international des gouvernements donateurs.
- S'assurer que les gouvernements donateurs financent intégralement leurs engagements envers les adolescentes et la fin du mariage des enfants.
- Veiller à ce que son propre gouvernement prenne des mesures contre le mariage des enfants à l'intérieur de ses frontières et, le cas échéant, qu'il fasse passer l'âge légal du mariage à 18 ans, sans exception.

Comment les partenariats nationaux collaborent-ils pour atteindre leurs objectifs de plaidoyer ?

Jusqu'à maintenant, la plupart des partenariats nationaux ont concentré leurs efforts de plaidoyer au niveau national. Durant l'atelier, les participants ont souligné le besoin de renforcer la collaboration régionale et internationale entre les partenariats nationaux. Ils ont évoqué les possibilités de collaboration suivantes :

- **Plaidoyers régionaux :** les partenariats nationaux de pays dans la même région peuvent collaborer pour influencer collectivement les institutions régionales généralement visées comme partenaire de plaidoyer (p. ex. l'ASACR, la SADC et l'UA). Ils peuvent également se charger de la surveillance à l'échelle régionale.
- **Plaidoyers communs :** lorsqu'un gouvernement donateur dispose d'investissements étrangers dans un pays à forte prévalence, les partenariats nationaux des deux pays peuvent harmoniser leurs stratégies, leurs objectifs et leurs messages.
- **Apprentissages :** Les apprentissages entre pairs et les échanges régionaux peuvent permettre aux partenariats nationaux de ne jamais cesser d'apprendre. Il est également important de soutenir un transfert de connaissances avec les nouvelles coalitions des pays francophones, notamment en ce qui concerne la création et la gestion de partenariats nationaux.
- **Collectes de fonds :** Les partenariats nationaux de la même région pourraient répondre conjointement à des appels à propositions régionaux.



ÉTUDE DE CAS : Bangladesh: plaidoyer commun contre un changement législatif

Dilruba Nasrin, membre de BRAC et du secrétariat de Filles, Pas Epouses Bangladesh :

« Au Sommet de la fille tenu à Londres en 2014, la première ministre du Bangladesh s'est engagée à mettre fin au mariage des enfants d'ici 2041 et à réduire d'un tiers le nombre de filles mariées entre 15 et 18 ans d'ici 2021. Le gouvernement révisé actuellement la loi sur l'interdiction du mariage des enfants en vue d'alourdir les peines pour les parents qui marient leur fille trop jeune. Le projet de loi contient également une disposition qui permettrait aux filles de se marier avant l'âge de 18 ans dans des circonstances particulières. *Filles, Pas Epouses Bangladesh* est à la tête des activités de plaidoyer contre cette disposition.

En 2014, nous avons organisé une chaîne humaine à Dacca et nous avons rassemblé des enfants mariées pour qu'elles racontent leur histoire aux responsables politiques. Grâce au soutien du secrétariat de *Filles, Pas Epouses*, nous avons obtenu l'appui du groupe The Elders, qui a écrit une lettre au gouvernement bangladais. Même si le gouvernement n'a pas répondu publiquement à la lettre, nous croyons que celle-ci a

eu un véritable impact. De plus, *Filles, Pas Epouses Bangladesh* a tenu une conférence de presse et collaboré avec les médias locaux pour veiller à ce que le problème demeure d'actualité.

Lorsque nous avons lancé cette campagne de plaidoyer, plusieurs organisations ont tenté de mener leurs propres initiatives. Cette méthode n'a pas eu l'effet escompté et nous avons donc organisé une conférence en vue de mener une action coordonnée. En plus des membres de *Filles, Pas Epouses*, d'autres coalitions, notamment des groupes de défense des droits des femmes, ont assisté à la conférence ! »

Malheureusement, la loi sur l'interdiction du mariage des enfants a été adoptée par le Parlement bangladais en février 2017. Cette nouvelle loi contient une disposition spéciale qui autorise le mariage des enfants dans des « cas particuliers ». De nouveaux alliés continuent de se joindre à *Filles, Pas Epouses Bangladesh* pour militer conjointement en faveur de l'abrogation de cette disposition et ainsi veiller à ce qu'aucun enfant ne soit marié avant l'âge de 18 ans.



ÉTUDE DE CAS : États-Unis: plaidoyer pour une approche coordonnée

Helena Minchew, membre de la coalition internationale pour la santé des femmes, et coprésidente de Filles, Pas Epouses États-Unis :

« Nous, les membres de *Filles, Pas Epouses États-Unis*, voulions que le mariage des enfants fasse partie de la politique étrangère du gouvernement des États-Unis. USAID possédait un plan d'action sur le mariage des enfants, mais le Département d'État intégrait plutôt le mariage des enfants à la question de la violence basée sur le genre. Nous avons travaillé d'arrache-pied pendant trois ans dans le but de les convaincre qu'une approche pangouvernementale était nécessaire pour mettre fin au mariage des enfants. Après avoir élaboré un plan visant à changer la façon dont le gouvernement des États-Unis aborde la question du mariage des enfants, nous avons réuni plusieurs acteurs cherchant à mettre fin à la pratique et nous avons rédigé une note de service en amont du Sommet de la fille tenu à Londres en 2014. À la suite du Sommet de la fille, le gouvernement a réalisé qu'il avait besoin d'une stratégie dédiée spécifiquement aux filles. C'était là une étape décisive.

Nous avons alors décidé de rassembler plus de 50 organisations qui visaient le même objectif. C'est ainsi que nous en sommes venus à rédiger conjointement une ébauche de stratégie. Les coprésidentes du partenariat national dirigeaient le processus, mais tous les membres ont contribué selon leur savoir-faire respectif. Au final, les 50 organisations ont signé conjointement l'ébauche de la stratégie. Le gouvernement en a utilisé certaines parties pour rédiger la stratégie mondiale des États-Unis pour l'autonomisation des adolescentes, publiée en 2016.

Ce processus nous a permis d'apprendre que, en matière de plaidoyer, l'action collective a un impact beaucoup plus grand que la somme des activités individuelles de chaque organisation. Il est nécessaire de démontrer qu'une masse critique de personnes travaillent sur une question précise et que votre vision est la bonne. Nous croyons fermement que la collaboration est la meilleure façon d'influencer les décideurs. »



À Washington D.C., vous devez travailler au sein d'une coalition pour être entendu. Vous devez détenir une masse critique.

2 LEÇONS TIRÉES SUR L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE STRATÉGIES NATIONALES POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS

Il est de plus en plus reconnu que la question du mariage des enfants, compte tenu de sa portée, de sa complexité et de son urgence, nécessite l'élaboration d'initiatives nationales. Un nombre croissant de pays à forte prévalence du mariage des enfants ont commencé à élaborer des stratégies nationales et des plans d'action en vue de mettre fin à cette pratique. Bon nombre de partenariats nationaux contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de leur pays.

En 2015, *Filles, Pas Epouses* a mené ses premiers travaux de recherche et d'analyse sur les « Enseignements tirés de quelques initiatives nationales pour mettre fin au mariage des enfants ». Les recommandations issues de cette recherche ont mené à l'élaboration d'une « Liste de vérification pour les stratégies nationales visant à mettre fin au mariage des enfants ». En 2016, *Filles, Pas Epouses* a mené une deuxième analyse en vue de cerner les meilleurs moyens de mettre en œuvre ces stratégies nationales et ces plans d'action. Les principales constatations ont été présentées (en anglais) et examinées durant l'atelier des partenariats nationaux.

Leçons pour la mise en œuvre multisectorielle de stratégies nationales

- **LEÇON 1 :** pour veiller au progrès des initiatives nationales, il est essentiel d'avoir un leadership soutenu et une volonté politique au sein du gouvernement.
- **LEÇON 2 :** les gouvernements doivent renforcer leur capacité à coordonner le travail entre les différents secteurs, ce qui implique une communication claire entre les différents acteurs et l'allocation d'un budget dédié à la question du mariage des enfants.
- **LEÇON 3 :** la société civile joue un rôle crucial dans l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives nationales et dans la surveillance des gouvernements pour veiller à ce que ces derniers rendent compte de leurs engagements.
- **LEÇON 4 :** les initiatives nationales dédiées au mariage des enfants facilitent l'établissement et la coordination des programmes. Cela dit, il est important de veiller à ce que le mariage des enfants soit perçu comme un problème multisectoriel, et non comme un problème isolé. Il pourrait s'avérer tout aussi efficace, voire plus efficace encore, de prôner et de soutenir l'intégration d'interventions sectorielles qui contribueront à prévenir le mariage des enfants ou faciliteront les interventions pour y mettre fin, par exemple en améliorant l'éducation des filles non scolarisées, en offrant des soins de santé adaptés aux adolescents, etc.

Difficultés inhérentes à la mise en œuvre de stratégies et rôle des partenariats nationaux

Au cours des discussions sur l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales, les participants ont souligné certaines des difficultés les plus souvent rencontrées et le rôle des partenariats nationaux pour pallier ces obstacles.

Difficultés	Rôle des partenariats nationaux
Acteurs clés qui ne disposent pas de capacités suffisantes et ne comprennent pas pleinement le problème ni la stratégie nationale.	<ul style="list-style-type: none"> • Simplifier, diffuser et, au besoin, traduire la stratégie ou le plan national. • Fournir des renseignements, des preuves et des apprentissages en vue de renforcer la capacité des acteurs clés.
Financements gouvernementaux insuffisants ou non précisés.	<ul style="list-style-type: none"> • Présenter des arguments en faveur d'un financement consacré au mariage des enfants et veiller à ce que les plaidoyers des membres aient recours aux mêmes messages, statistiques et données financières. • Savoir précisément qui sont les cibles de plaidoyer du partenariat national et comment les joindre. • S'assurer le soutien des agences des Nations Unies et d'autres bailleurs de fonds envers la stratégie ou le plan national. • Tenir les gouvernements responsables de leurs engagements à mettre fin au mariage des enfants.
Faible coordination entre les ministères ou capacité limitée du ministère responsable du dossier.	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir une expertise technique et présenter des recherches et de bonnes pratiques. • Diriger par l'exemple en veillant à ce que la société civile soit coordonnée et parle d'une seule voix. • Attirer l'attention sur les stratégies nationales consacrées à d'autres problèmes et sur leur coordination. • Prôner la création d'un mécanisme de coordination.
Manque d'engagement de divers acteurs (y compris la société civile).	<ul style="list-style-type: none"> • Établir une compréhension commune des conséquences de l'inaction à l'égard du mariage des enfants afin de prôner des engagements. • S'assurer que tous les acteurs comprennent le rôle qu'ils peuvent jouer et consulter ces derniers le plus tôt possible. • Établir des partenariats équitables dont les rôles et les responsabilités ont été clairement définis. • Collaborer avec les médias pour que le mariage des enfants demeure d'actualité. • Impliquer les communautés et s'assurer de leur participation à la mise en œuvre des programmes. • Contribuer à la mise en œuvre des plans et veiller à ce que les programmes de la stratégie soient mis en œuvre avec des organisations individuelles.
Manque de cibles et manque de cadre de suivi et d'évaluation.	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir une aide technique en vue d'élaborer un cadre de suivi et d'évaluation, notamment en utilisant les indicateurs (en anglais) recommandés par <i>Filles, Pas Epouses</i>. • Encourager les agences des Nations Unies à fournir un soutien technique. • Présenter les bonnes pratiques d'autres pays ou secteurs.



ÉTUDE DE CAS :

Mozambique: action commune pour l'élaboration d'une stratégie nationale pour la fin du mariage des enfants

Persilia Muianga, World Vision, co-coordinator Girls Not Brides Mozambique (CECAP) :

Depuis 2014, la CECAP travaille avec le gouvernement, les partenaires et les agences des Nations Unies sur le plan de la recherche, des politiques et des programmes. La CECAP a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la stratégie nationale pour prévenir et éliminer le mariage des enfants (2016-2019).

« Au moment de former notre coalition, nous avons défini nos objectifs et décidé d'adopter un plan de plaidoyer. À cette fin, nous avons défini les différents types d'expertise au sein de la coalition. Nous avons divisé les membres en quatre groupes : recherche, communication, plaidoyer et mobilisation communautaire. Chaque groupe disposait d'un coordonnateur chargé de fournir un compte-rendu durant les rencontres mensuelles coordonnées par le forum de la société civile pour les droits des enfants au Mozambique (ROSC, le coordonnateur adjoint). Grâce à son leadership et à ses capacités en matière

de plaidoyer, le ROSC a joué un rôle important dans la coordination de la coalition. Ce processus nous a permis de comprendre qu'une collaboration doit exploiter l'expertise de ses membres. Nous avons tous des compétences différentes que nous pouvons mettre à contribution. Par exemple, ne vous attendez pas à ce qu'une ONG œuvrant au niveau local milite auprès des hautes instances du gouvernement ; ce n'est pas là son expertise.

Il est également important d'obtenir l'adhésion et l'engagement de tous les membres. La signature du protocole d'accord de *Filles, Pas Epouses* par les directeurs des organisations constituait un signal d'engagement envers le partenariat. Enfin, nous nous sommes aperçus que les données et les preuves constituaient un élément essentiel du processus de création de la CECAP. Elles ont donné une certaine crédibilité à la coalition, qui est désormais en mesure d'influencer le gouvernement. »

3 LEÇONS TIRÉES SUR LA COORDINATION ET LA GESTION DES PARTENARIATS NATIONAUX

Les partenariats nationaux sont formés, structurés et administrés de différentes manières. Au cours de l'atelier, certaines théories sur le travail de partenariat ont été présentées. Par exemple, le cycle de création de partenariat ci-dessous résume les différentes étapes de la vie d'un partenariat. Il convient de noter qu'il s'agit d'un schéma simplifié ; aucun partenariat ne se conforme parfaitement à cette séquence. Néanmoins, les partenariats nationaux peuvent suivre ce schéma pour examiner les progrès réalisés jusqu'à maintenant et les étapes à venir. Pour l'intégralité de la présentation, y compris quelques théories sur le cycle et le processus de création de partenariat, veuillez consulter notre Centre de ressources : www.fillespasespouses.org/ressources



Un partenariat n'est pas un objectif en soi ; c'est un moyen de parvenir à une fin

Woutine van Beek, facilitateur



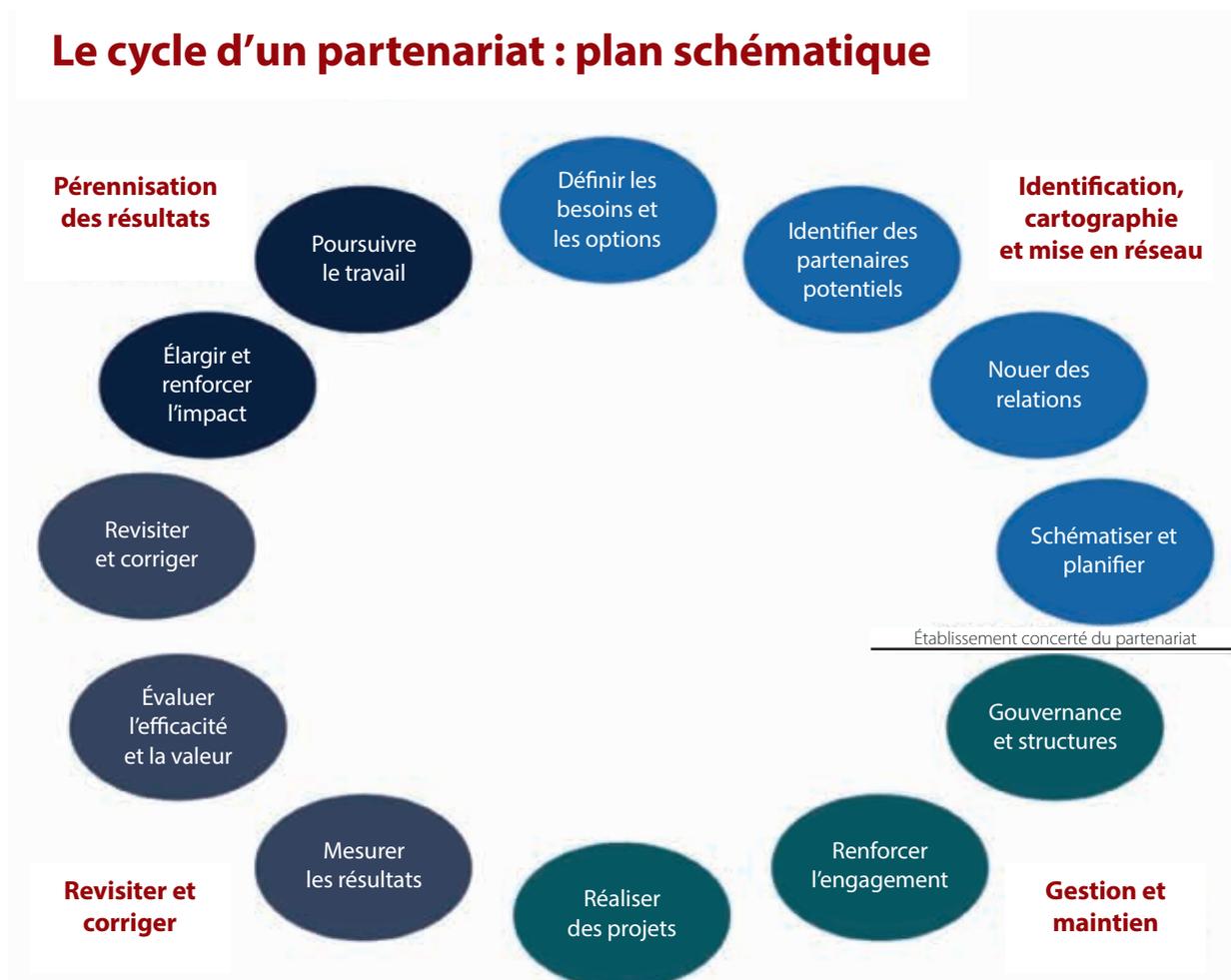
Les partenariats ne peuvent être imposés par une seule personne ; la mobilisation demande du temps

Participant

Les partenariats nationaux qui ont assisté à l'atelier collaboraient déjà depuis un certain temps et la plupart d'entre eux avaient déjà terminé la phase de définition de la portée et celle de l'élaboration. Par conséquent, les discussions ont porté sur la gestion et le soutien des partenariats nationaux. La section qui suit présente des exemples de bonnes pratiques sur le plan de la gouvernance et de la structure, de la gestion de la coalition, du renforcement de l'engagement et de l'évaluation des partenariats nationaux.



Le cycle d'un partenariat : plan schématique



Adapté du schéma « Le Cycle du Partenariat » – © The Partnering Initiative

Source: The Partnership Brokers Association.

Leçons tirées : accords de partenariat

- Il est important d'avoir un protocole d'accord clair faisant état des principaux processus, rôles et responsabilités. Le protocole doit être approuvé par l'ensemble des membres.
- Il existe diverses façons d'élaborer un protocole d'accord. Il a paru utile à la plupart des partenariats nationaux de sélectionner de deux à quatre membres chargés de rédiger une première version. Cependant, il est important que chaque membre ait l'occasion de soumettre des commentaires et suggestions.
- Le protocole d'accord doit être approuvé par tous les membres et les nouveaux membres doivent être mis au courant de son contenu.
- Il est important de revoir le protocole après une période de temps déterminée. *Filles, Pas Epouses* s'attend à ce que les partenariats nationaux révisent et renouvellent leur protocole d'accord.

Leçons tirées : coordination

Bon nombre de partenariats nationaux ont séparé la coordination des tâches en se dotant d'une structure de coprésidents ou de coordonnateurs. Par exemple, le partenariat national des États-Unis estime qu'une structure de coprésidents (ou de coordonnateurs) qui consacrent une période de temps déterminée (20 % de leur temps) à gérer le partenariat national fonctionne bien.

Il est important pour un partenariat national de déterminer clairement quelles sont les personnes responsables de la coordination et quels sont leurs rôles et responsabilités. Les partenariats nationaux ne peuvent être efficaces que si leur comité de coordination (comité directeur, secrétariat) ainsi que la direction des organisations membres participent avec une forte conviction.

Leçons tirées : évaluation du travail d'un partenariat national

La tenue d'« examens de santé » annuels permet aux membres de réfléchir à leur partenariat national et d'émettre des commentaires. Les évaluations peuvent contribuer à la découverte de problèmes naissants et à une plus grande satisfaction des membres. Les évaluations peuvent être réalisées à l'aide d'un sondage annuel comprenant un questionnaire sur différents sujets, notamment : la direction stratégique du partenariat national, la gouvernance et le processus décisionnel, la gestion de la coalition, les communications et les activités du partenariat national.

Dix conseils pour veiller à la participation des membres d'un partenariat national

- 1. Établir clairement d'emblée les attentes :** il est important d'être clair à propos des attentes et de s'interroger sur les motifs et les valeurs des membres au moment de leur inscription et de leur intégration au partenariat. N'ayez pas peur de décrire clairement les problèmes et n'oubliez pas que toutes les organisations n'ont pas la même capacité de participation et de contribution.
- 2. Gérer la croissance avec prudence :** l'augmentation du nombre de membres doit être tempérée de manière à renforcer la cohésion et la confiance entre les membres plutôt que d'y porter atteinte. Lorsque des groupes tentent de recruter activement de nouveaux membres, cette décision doit être mûrement réfléchie et fondée sur une analyse des lacunes à combler au sein du partenariat.
- 3. Tenir des réunions périodiques :** l'établissement d'un calendrier pour les réunions périodiques et le partage des ordres du jour, des procès-verbaux et des points d'action contribue à insuffler une culture de la communication. De cette manière, on permet également aux membres qui n'ont pas assisté à une réunion de connaître les faits les plus récents et d'être en mesure de participer aux actions à venir.
- 4. Être inclusif :** veillez à ce que les membres de différentes régions du pays puissent participer aux réunions, aux activités et aux événements, par exemple en effectuant une rotation des lieux de rencontre. Utilisez les médias sociaux comme les groupes WhatsApp ou Facebook pour partager des mises à jour et faire part des occasions à saisir.
- 5. Nommer des coordonnateurs régionaux ou municipaux :** ces coordonnateurs de différentes parties du pays seront chargés de la communication et de la coordination avec les membres de leur région. Il a été démontré que ce système augmente la participation des membres et améliore la communication et la visibilité.
- 6. Assurer la transparence entre les membres :** en partageant le protocole d'accord entre les membres, y compris les accords sur les processus décisionnels et la gouvernance, les membres sont à même de mieux comprendre le fonctionnement du groupe, et la responsabilité et la transparence s'en trouvent améliorées.
- 7. Posséder un système démocratique :** s'il est clairement articulé, transparent et ouvert à tous les membres, le système de nomination et d'élection des membres de la direction contribuera à augmenter la participation au processus décisionnel du partenariat national.
- 8. Partager la représentation, partager la visibilité :** lorsque le partenariat participe à des réunions ou à des formations, délèguez la participation aux membres, qui informeront ensuite le reste du groupe. Assurez-vous d'accroître la visibilité et d'améliorer le profil du partenariat dans son ensemble, et non pas des organisations individuelles.
- 9. Créer des sous-comités de travail :** les membres de plus petits groupes se sentent davantage poussés à participer que dans les groupes nombreux, où ils pourraient s'attendre à ce que d'autres se chargent du travail. La division du travail en sous-comités pour divers secteurs comme les plaidoyers ou la recherche peut contribuer à pallier ce problème. Faites toutefois attention à ne pas créer des luttes de pouvoir !
- 10. Utiliser les coprésidents comme personnes-ressources :** les coprésidents peuvent fournir des réponses rapidement lorsque le groupe directeur n'est pas en mesure de le faire. Comme c'est le cas pour certains sous-comités, on doit toutefois veiller à ce que cette relation ne prenne pas une importance au détriment du groupe directeur dans son ensemble.

4 LEÇONS TIRÉES SUR LA PARTICIPATION EFFECTIVE DES JEUNES (PEJ)

Au sein du Partenariat de *Filles, Pas Epouses*, nous croyons que la fin du mariage des enfants est impossible sans la participation active et soutenue de divers groupes de jeunes et de leurs organisations au sein des partenariats nationaux. Pour évaluer cet aspect, des représentants de CHOICE for Youth and Sexuality, une organisation membre dirigée par des jeunes, ont fait une présentation (en anglais) et animé une discussion lors de l'atelier. En voici le résumé :

Qu'entendons-nous par participation effective des jeunes (PEJ) ?

- La participation des jeunes à toutes les étapes et à tous les niveaux des processus liés aux politiques, aux programmes et aux décisions qui ont une incidence sur leur vie.
- La participation des jeunes doit se faire dans des conditions d'égalité. À cette fin, les jeunes doivent avoir accès à des informations précises ainsi qu'à des formations.

- Un seul jeune ne peut représenter tous les jeunes ; ainsi, la PEJ signifie la participation de plusieurs jeunes de tous les milieux.
- Il n'existe pas d'approche unique « prêt-à-porter » à la PEJ.
- La PEJ doit correspondre à l'organisation, aux objectifs des programmes et aux besoins des jeunes.
- Chaque contexte et chaque groupe de jeunes demande une stratégie différente.
- La pertinence de cette participation dépend de la perspective des jeunes.





Raison d'être de la participation effective des jeunes

- Les jeunes sont parfaitement en droit de prendre part aux décisions qui les concernent.
- La PEJ contribue à l'autonomisation des jeunes.
- La PEJ contribue à la mise en œuvre de services et de projets mieux ciblés et plus efficaces.
- La PEJ renforce la capacité d'ensemble d'une organisation.
- La PEJ représente une stratégie efficace pour mettre fin au mariage des enfants.
- Dans plusieurs pays où le mariage des enfants est prévalent, les jeunes représentent une importante frange de la population. En excluant les jeunes des efforts visant à mettre fin au mariage des enfants, on rate une occasion d'atteindre les résultats à grande échelle.
- Diverses organisations ont indiqué que la participation des jeunes aux activités de plaidoyer a renforcé la créativité, la crédibilité et la légitimité de leur travail.

La participation des jeunes dans les partenariats nationaux

Plusieurs partenariats nationaux impliquent les jeunes dans leurs activités et programmes. On a toutefois souligné que la participation des jeunes à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des activités, ainsi qu'à la gouvernance et au processus décisionnel des partenariats nationaux, pouvait être améliorée. De concert avec le secrétariat, les partenariats nationaux s'engagent à créer un environnement favorable à la PEJ dans tous les aspects de leur travail.

Comment les partenariats nationaux impliquent-ils les jeunes ?

- Les partenariats nationaux invitent parfois les jeunes à participer à leurs réunions ou désignent un représentant jeunesse. Cependant, les jeunes ne font généralement pas partie de la structure administrative des partenariats nationaux.
- Les filles participent souvent aux programmes et aux activités des partenariats nationaux (par exemple à des conférences sur les filles, à la Journée internationale de la fille ou à des tables rondes), mais rarement à leur administration.

Éléments essentiels à la promotion de la participation effective des jeunes (PEJ)

- Analyser le niveau actuel de PEJ dans l'organisation ou le partenariat.
- Renforcer la capacité des organisations partenaires composées d'adultes sur le plan de la PEJ.
- Inviter les jeunes à participer.
- Prévoir un renforcement des capacités et un soutien continu.
- Offrir des possibilités de mentorat et de formation.
- Favoriser un environnement porteur et veiller à la compréhension de la PEJ au sein des membres.
- Songer aux perspectives d'avenir envisagées : peuvent-elles mener à une PEJ ?
- Éviter les approches de type « cases à cocher » !
- Identifier des groupes de jeunes et solliciter leur participation.

5 LEÇONS TIRÉES SUR LA COMMUNICATION ET LA MOBILISATION DES MÉDIAS

La communication et la mobilisation des médias représentent une partie importante du travail des partenariats nationaux. Ces derniers collaborent souvent avec les médias lorsqu'ils cherchent à joindre un vaste public (le grand public, les décideurs, les bailleurs de fonds, etc.) et sensibiliser la population au mariage des enfants et au travail des partenariats nationaux. On peut également avoir recours aux médias pour obtenir un appui.

Lors de l'atelier des partenariats nationaux, les participants se sont penchés sur certaines bonnes pratiques des partenariats nationaux en ce qui a trait à la mobilisation des médias et ont établi des lignes directrices pour les efforts à venir. La présente section se veut un résumé de leurs conclusions. Pour de plus amples renseignements et d'autres exemples, veuillez consulter l'intégralité de la présentation (en anglais) effectuée durant l'atelier.

Stratégie de communication et plan médiatique

Une stratégie de communication est un plan d'action visant à atteindre des objectifs de communication d'ensemble ou à long terme. Ce plan doit être étroitement lié à la stratégie et aux objectifs des partenariats nationaux. Le plan de mobilisation des médias constitue l'une des composantes de cette stratégie (parmi les autres composantes, on compte l'image de marque, le contenu numérique, les publications, etc.).

Éléments d'un bon plan médiatique :

- **Quels sont vos objectifs ?** Que cherchez-vous à accomplir en collaborant avec les médias ? Il est important de déterminer dans quel but vous désirez mobiliser les médias.
- **Quel est votre public cible ?** Dressez une liste de toutes les personnes que vous espérez atteindre. Cette liste vous aidera à orienter votre plan de mobilisation des médias.

- **Comment allez-vous atteindre votre public cible ?** Tous ne mobilisent pas les médias de la même façon. Une fois que vous avez cerné votre public cible, vous pouvez songer aux médias qu'ils lisent, regardent ou écoutent. Vous aurez ainsi une idée des médias à cibler.
- **Quels sont vos messages essentiels ?** Il est important d'avoir des principes et des messages clairs à communiquer lorsque vous discutez avec les médias.
- **Comment allez-vous véhiculer ces messages ?** Il est utile de discuter d'activités pouvant potentiellement atteindre le plus efficacement votre public cible par l'intermédiaire des médias.
- **Quand ?** Il est très important de choisir avec soin le moment où sont organisées les activités de mobilisation des médias. Quand l'attention du public sera-t-elle particulièrement forte ? Quand peut-on cibler certains médias en particulier ?
- **Combien ?** Utilisez vos ressources avec précaution. Bon nombre d'activités médiatiques peuvent être très abordables, mais il est important de réserver du temps et un budget de manière conséquente.
- **Comment effectuer un suivi ?** Évaluez régulièrement vos initiatives. Élaborez des indicateurs qui vous permettent d'analyser vos forces et vos faiblesses. Répertoirez ce qui a bien fonctionné et ce qu'il reste à améliorer.



Dix signes que votre sujet pourrait intéresser les médias

- **Moment choisi** : est-ce qu'il coïncide avec une annonce, une journée internationale, un anniversaire ou une actualité connexe importante ?
- **Superlatifs** : votre sujet est-il le premier, le plus vaste, le plus ancien, le plus incomparable ?
- **Intérêt humain** : y a-t-il une personnalité intéressante au centre de l'histoire ?
- **Intérêt personnel** : le public aime se sentir concerné par les histoires qu'il lit ou écoute. L'histoire est ainsi plus accessible et plus « vraie ».
- **Effet de surprise** : les informations-chocs sont souvent populaires, par exemple celles qui rendent compte d'une tragédie, d'une victoire inattendue ou d'un changement ayant eu des répercussions considérables. Veiller toutefois à éviter le sensationnalisme.
- **Proximité** : le public se sent plus concerné par les histoires qui ont lieu près de lui géographiquement. Les journaux locaux aiment les nouvelles locales, les journaux nationaux aiment les nouvelles nationales.
- **Nouveauté** : les journalistes se font concurrence pour diffuser les dernières actualités et annoncer les nouvelles dès qu'elles surviennent. Ils veulent être les premiers à communiquer la nouvelle.
- **Exclusivité** : si un journal ou un diffuseur est le premier et le seul média à couvrir une nouvelle, celle-ci aura une plus grande valeur à ses yeux.
- **L'élite** : toute histoire qui met en scène une personne importante ou « célèbre » est généralement plus valorisée. Par exemple, les médias accordent souvent de l'importance aux personnalités locales qui s'affichent contre le mariage des enfants.
- **Effet d'entraînement** : Même si elles ont déjà fait l'objet d'une couverture médiatique et que rien ne semble avoir bougé, les histoires qui intéressent le public peuvent se répéter indéfiniment.

Élaborer un cadre de communication

Les messages clés sont la fondation de votre projet de communication. Ils doivent être courts, simples, aller droit au but et brosser un portrait général du mariage des enfants.

Les messages clés doivent être : **clairs, concis et cohérents**.

Pensez aux deux ou trois informations que vous désirez partager à propos du mariage des enfants. Assurez-vous de les classer par ordre de priorité.

Un message clé ne doit pas dépasser 20 mots.

Par exemple :

« Chaque année, 15 millions de filles sont mariées avant l'âge de 18 ans. Cela correspond à 28 filles toutes les minutes. Une fille toutes les deux secondes. » Un autre exemple : « Le mariage des enfants s'explique par l'inégalité des genres, la pauvreté, les traditions et l'insécurité. »

Un autre exemple :

« Le mariage des enfants s'explique par l'inégalité des genres, la pauvreté, les traditions et l'insécurité. »

Lorsque vous élaborerez des messages clés pour votre partenariat national, posez-vous les questions suivantes :

- Comment voulons-nous présenter le partenariat national ?
- Comment voulons-nous positionner le partenariat national ?
- Si le partenariat national avait un message, quel serait-il ?
- Qu'est-ce qui mettrait le plus en valeur le travail actuel du partenariat national ?

Exemple de forte mobilisation médiatique au Népal

Lors du Sommet de la fille tenu au Népal en 2016, *Filles, Pas Epouses* Népal a organisé une conférence de presse pour donner une voix aux adolescentes affectées par le mariage des enfants et veiller à ce que la couverture des médias soit conforme à la réalité du mariage des enfants au Népal. Huit adolescentes déjà mariées ont participé à la conférence de presse. Elles provenaient des quatre coins du Népal et certaines d'entre elles avaient de jeunes enfants. Dix-sept médias ont assisté à la conférence, y compris des chaînes de télévision, des stations de radio et des journaux nationaux. L'événement a également permis de rassembler les filles sur la même tribune que de hauts représentants du gouvernement, notamment le directeur général du ministère de la Santé et de la Population.

Conseils pour la rédaction d'un communiqué de presse

Les communiqués de presse sont un bon moyen de communiquer une nouvelle qui pourrait être reprise par les médias. N'oubliez pas :

- Vérifiez si la nouvelle vaut la peine d'être publiée avant d'écrire le communiqué de presse. Les conseils mentionnés précédemment pourraient vous aider à cet égard.
- Soyez concis.
- Si possible, rédigez un titre percutant qui résume le contenu de la nouvelle. S'il s'agit du lancement du premier projet visant à mettre fin au mariage des enfants dans une région donnée, écrivez exactement cela. Un titre accrocheur et instructif contribuera à attirer l'attention des journalistes.
- Votre première ligne joue un rôle crucial : elle doit résumer la nouvelle et immédiatement retenir l'attention des journalistes, sans quoi ils ne poursuivront pas leur lecture.

- Dans le premier paragraphe, vous devez répondre aux cinq questions suivantes : qui, quoi, quand, où, pourquoi ?
- Utilisez des citations pour fournir des explications de la part d'experts et non pour inclure des informations.
- Ajoutez vos coordonnées à la fin du communiqué pour que les journalistes puissent vous joindre s'ils ont des questions.
- Si des porte-paroles sont disponibles pour commenter la nouvelle, ajoutez leurs coordonnées et leur titre à la fin du communiqué.
- N'ajoutez pas de renseignements généraux sur votre organisation dans le paragraphe d'ouverture. Vous pouvez inclure ce type d'information complémentaire dans la section « Notes aux rédacteurs », à la fin du communiqué.

Communications internes et externes : bonnes pratiques des partenariats nationaux

Les partenariats nationaux ont différentes façons de coordonner leurs communications internes avec et entre les membres et de s'occuper des perspectives extérieures. Dans la plupart des cas, les coordonnateurs et les présidents ou coprésidents se chargent de ces activités. À l'atelier des partenariats nationaux, les représentants des partenariats étaient désireux de partager leurs réussites et les problèmes rencontrés sur le plan de la communication interne et externe :

Chaque trimestre, **Filles, Pas Epouses Ouganda** tient une réunion avec le comité directeur du partenariat national. Le comité directeur est formé de représentants régionaux chargés de recueillir des informations auprès des membres de leur région et, inversement, de communiquer les décisions du comité directeur à ces membres. *Filles, Pas Epouses Ouganda* utilise également WhatsApp et Facebook pour communiquer avec les membres et pour les communications entre membres. Ce solide système de communication interne permet aux membres de rester au fait de la situation.

Filles, Pas Epouses États-Unis possède trois coprésidentes qui tiennent chaque semaine une conférence téléphonique pour déterminer ce qui doit être communiqué aux membres. Leur matériel de communication externe, par exemple leurs notes d'information et leurs brochures, ne sont pas toujours publiés sous la bannière *Filles, Pas Epouses États-Unis*. Il est parfois plus logique qu'un membre possédant une expertise dans un domaine en particulier saisisse une occasion de communiquer au nom du groupe.

Filles, Pas Epouses Mozambique a réalisé une infographie (en anglais) qui décrit les grandes lignes des accomplissements à l'égard du mariage des enfants au Mozambique de 1999 à aujourd'hui. Cette ressource est utile pour les nouveaux membres et pour les communications externes.

Conseils supplémentaires pour les partenariats nationaux au sujet de la communication :

- Tenez un registre des messages clés sur votre partenariat national et un autre sur le mariage des enfants dans votre pays. Réexaminez-les aux moins une fois par année pour les tenir à jour.
- Ajoutez le registre des messages dans le dossier d'adhésion des nouveaux membres pour que ces derniers puissent comprendre les messages du partenariat national.
- Faites de la communication un point permanent à l'ordre du jour de vos rencontres de planification ou de votre assemblée générale. Vous contribuerez ainsi à veiller à ce que de solides éléments de communication soient intégrés aux projets importants dès le départ.
- En vous mettant d'accord sur les positions politiques du partenariat, vous pouvez faciliter les communications externes. Ainsi, le groupe n'aura pas à négocier chaque fois qu'une occasion ou un besoin se présente.
- Après en avoir discuté, mettez-vous d'accord sur le processus d'une communication, et non pas seulement sur son contenu. Par exemple, déterminez à quel moment les membres peuvent ou ne peuvent pas parler au nom du partenariat national.
- Les coordonnateurs ont intérêt à déléguer les occasions de représenter le partenariat ou de communiquer avec l'extérieur aux membres qui possèdent davantage d'expertise sur le sujet.

6 LEÇONS TIRÉES DU TRAVAIL DES AUTRES PARTENARIATS ET DE LEUR UTILISATION DES PREUVES

Lors de l'atelier, nous avons discuté de l'importance et de l'utilité des données avérées pour les partenariats nationaux. Des modèles et des lignes directrices sur les moyens de trouver et de présenter de l'information ont été distribués aux participants. Les discussions de groupe se sont concentrées sur les moyens pour les partenariats nationaux de faciliter l'apprentissage de solutions parmi leurs membres.

Termes clés

Preuves : (ou données avérées) : données qui vous aident à prouver un argument. Ces données peuvent être qualitatives ou quantitatives.

Apprentissages : utilisation de nos connaissances pour guider notre travail ; recours aux preuves pour promouvoir de meilleurs programmes et politiques.

Données : renseignements recueillis et analysés dans le but de mettre en lumière des résultats sur lesquels reposeront des conclusions.

Pourquoi est-il important de partager les preuves et les apprentissages ?

- En partageant des preuves et des apprentissages, **nous tirons le meilleur parti de notre savoir-faire collectif.**
- Nous contribuons ainsi à développer des messages et mener des **plaidoyers plus efficaces.**
- **L'élaboration et la mise en œuvre de nos programmes** s'en trouvent **améliorées.**
- Les partenariats nationaux bien informés sont **crédibles** et deviennent la ressource par excellence où trouver de l'information sur le mariage des enfants.
- En démontrant qu'il est important d'agir et que les partenariats nationaux utilisent les ressources financières à bon escient, les données convaincantes **encouragent au financement.**
- Le partage des données avérées et des apprentissages crée **une culture d'ouverture** qui permet aux partenariats nationaux et aux membres de célébrer les réussites, de tirer des enseignements des échecs et de s'appuyer sur le travail mutuel des membres.



Quel est le rôle de *Filles, Pas Epouses* à l'égard du partage des apprentissages ?

- Organiser des réunions en personne pour le partage d'apprentissages et de réflexions, y compris durant les ateliers des partenariats nationaux.
- Utiliser les bulletins d'information de *Filles, Pas Epouses* et envoyer des mails pour partager les ressources et données avérées les plus récentes.
- Consulter le site internet de *Filles, Pas Epouses* pour synthétiser les relations entre le mariage des enfants et les problèmes connexes (voir les notes d'information thématiques, en anglais) et partager : les rapports pays en particulier ; les ressources pour l'élaboration de programme et de plaidoyer ; les études de cas qui font ressortir les apprentissages des membres (sélectionnez « Etudes de cas » et « français ») ; et les blogs des membres.
- Animer des séminaires en ligne sur des sujets particuliers pour présenter de nouvelles données ou recherches.
- Identifier les domaines d'apprentissage qui présentent des lacunes à combler ou de mettre davantage l'accent sur des domaines inexplorés. Par exemple, le lien entre crise humanitaire et mariage des enfants pourrait être exploré davantage.

Quel est le rôle des partenariats nationaux dans le partage des apprentissages ?

- Synthétiser les connaissances sur le mariage des enfants dans leur pays et rendre ces informations disponibles aux membres.
- Rassembler un matériel de base sur le mariage des enfants qui pourra être traduit dans les langues du pays.
- Faciliter le partage de stratégies qui fonctionnent entre les membres du partenariat national.
- Partager les bonnes pratiques révélées par les évaluations de programmes et les études de cas.
- Partager les acquis pour guider et façonner les politiques nationales et les plaidoyers mondiaux sur le mariage des enfants.
- Renforcer la capacité des petites organisations en vue d'améliorer les stratégies à l'égard du mariage des enfants, et faire connaître leurs travaux et leurs leçons tirées.
- Synthétiser les nouvelles informations de manière régulière, notamment les rapports et les politiques. Mettre en exergue leur pertinence pour les membres.
- Encourager les membres et d'autres acteurs (agences des Nations Unies, agences de développement, etc.) à partager des informations sur leur travail et leurs apprentissages, y compris sur le changement des normes sociales.
- Contribuer à la formulation des leçons tirées en tant que partenariat.
- Partager des développements récents dans votre pays avec le secrétariat et recevoir des informations utiles sur le mariage des enfants dans le monde via les bulletins d'information et réseaux sociaux.
- Renforcer les processus de suivi, d'évaluation et d'apprentissage du partenariat national.

7 LEÇONS TIRÉES SUR LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS DES COLLECTES DE FONDS CONJOINTES

Les collectes de fonds conjointes constituent une nouvelle sphère d'activité pour de nombreux membres ainsi que pour les partenariats nationaux. Nous avons profité du savoir-faire et de l'expérience dans la salle pour dresser une première liste des différentes approches et de leurs avantages et inconvénients.

Demande de financement auprès des grands fonds internationaux qui financent les réseaux, les alliances, etc.

Avantages : ces fonds offrent généralement un financement à long terme (p. ex. trois ans) et des sommes potentiellement importantes.

Inconvénients : critères d'admission stricts, processus de demande laborieux avec des délais courts pour préparer tous les documents.

Conseil : songez à déposer une demande si vous avez : des systèmes en place pour vos finances et votre redevabilité ; des membres prêts à rédiger la demande ; une vision claire ; et des objectifs déjà définis pouvant servir de base à la rédaction de la demande.

Tendre la main au secteur privé

Avantages : les entreprises privées disposent de fonds ; elles peuvent fournir un soutien en nature (p. ex. une salle pour un événement) ; elles participent aux efforts de relations publiques ; les relations peuvent être tissées de façon informelle sans devoir déposer de demande officielle.

Inconvénients : il faut compter beaucoup de temps avant de gagner la confiance d'un bailleur de fonds et obtenir un financement ; on doit veiller à ce que les valeurs de l'entreprise soient conformes à celles du partenariat ; le secteur privé n'est généralement pas enclin à financer le travail de sensibilisation, qui est plus difficile à justifier auprès des clients et des actionnaires ; les contributions sont généralement modestes.

Conseil : concentrez-vous sur les entreprises qui détiennent un programme de responsabilité sociale.

Imposer des frais d'adhésion

Avantages : renforce l'engagement des membres.

Inconvénients : certains membres pourraient croire que leur plus grande contribution leur confère plus d'influence ; les sommes recueillies ne seront pas suffisantes pour prendre en charge les coûts d'exploitation du secrétariat et les grandes activités conjointes.

Attention ! La décision d'imposer des frais doit être approuvée par les membres et n'est pas conditionnelle à la mise en place d'un partenariat national.

Demande de financement auprès du gouvernement

Avantages : permet d'obtenir un financement en tant que partenaire du gouvernement dans la mise en œuvre de la stratégie nationale à l'égard du mariage des enfants.

Inconvénients : de nombreuses années de travail sont nécessaires avant d'obtenir un financement du gouvernement.

Collectes de fonds au moyen d'activités sociales conjointes (p. ex. un dîner-bénéfice ou un marathon)

Avantages : la collecte de petites contributions peut aider à mobiliser de nouveaux alliés.

Inconvénients : la collecte de fonds doit être bien ciblée pour que le temps qui lui est consacré en vaille la peine.

Planification annuelle des activités et des contributions des membres

Avantages : les membres se rassemblent pour planifier les contributions ; ils se concentrent sur des événements à venir pour s'assurer une mobilisation (p. ex. la Journée internationale de la fille).

Inconvénients : il est peu probable que les sommes collectées seront suffisantes pour prendre en charge les coûts d'exploitation et les activités réactives conjointes.

Réserver une partie des sommes recueillies grâce aux collectes de fonds des membres au partenariat (p. ex. une dotation budgétaire consacrée spécifiquement aux activités du partenariat national)

Avantages : de nombreux membres ont signalé que cette méthode était très efficace et que les bailleurs de fonds étaient disposés à consacrer une dotation budgétaire au renforcement du réseau, à la formation des membres de la société civile et au coût d'exploitation du secrétariat (p. ex., aux États-Unis, le travail de chaque coprésidente est financé par les collectes de fonds).

Dans les pays où seules les organisations enregistrées peuvent présenter une demande de financement et où les fonds internationaux doivent être enregistrés auprès du gouvernement (p. ex. au Bangladesh), il peut s'avérer plus facile d'obtenir un financement pour le réseau par l'entremise des collectes de fonds de chaque organisation membre. Ce type de collecte de fonds peut profiter d'une relation déjà en place entre un bailleur de fonds et une organisation membre.

Inconvénients : les bailleurs de fonds doivent accepter cette structure ; comme les ONG individuelles sont responsables du fonds, le partenariat doit être très ouvert et transparent pour que cette méthode fonctionne ; il est difficile d'adopter cette méthode

sans avoir planifié les activités du réseau ; les dépenses pourraient être attribuées à une organisation en particulier et non au réseau (p. ex., l'organisation d'une activité lors de la Journée internationale de la fille devrait-elle être attribuée à un membre individuel ou au partenariat national ?).

Éléments à considérer pour le financement d'un partenariat national

- Quels sont les besoins financiers du partenariat national ? Existe-t-il une stratégie ou un plan national pouvant servir de base à l'élaboration d'une demande de financement ?
- Quelles sont les capacités du partenariat national en matière de collecte de fonds ?
- Le partenariat national devrait-il élaborer une stratégie de collecte de fonds ? Devrait-on créer un comité des collectes de fonds ?
- Comment les fonds seront-ils gérés et qui en sera responsable ?
- Le partenariat national devrait-il collecter des fonds en tant que groupe, ou les organisations individuelles devraient-elles allouer une partie de leur budget au partenariat ?

Le saviez-vous ?

Les partenariats nationaux peuvent organiser des activités de plaidoyer ne nécessitant pas de financement, par exemple rencontrer des décideurs politiques dans des circonstances où ils se croisent déjà, pratiquer une « diplomatie silencieuse » et exercer des pressions pour veiller à la cohérence entre les messages véhiculés dans les activités individuelles des membres.

CONCLUSIONS

L'atelier des partenariats nationaux a permis aux partenariats nationaux de *Filles, Pas Epouses* de partager les acquis concernant leur travail, de développer des relations et de renforcer leurs capacités à divers égards : activités de plaidoyer, utilisation efficace des preuves et des apprentissages et gestion du partenariat et de la communication. Le présent document a résumé les principales leçons tirées lors de l'atelier.

Filles, Pas Epouses continuera de renforcer son travail avec les partenariats nationaux. À cette fin, il sera essentiel de continuer à faciliter les apprentissages et les échanges entre les partenariats nationaux et de partager les leçons tirées du travail collectif de la société civile pour mettre fin au mariage des enfants.



Le Partenariat Mondial pour
la Fin du Mariage des Enfants

LEÇONS TIRÉES DE L'ATELIER DES PARTENARIATS NATIONAUX DE *FILLES, PAS EPOUSES* TENU À AMSTERDAM DU 7 AU 9 NOVEMBRE 2016

Filles, Pas Epouses est un partenariat mondial d'organisations de la société civile déterminées à mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser pleinement leur potentiel.

Publié en Avril 2017 par
Filles, Pas Epouses

Unité 25.4, Studios CODA
189 Munster Road
Londres
SW6 6AW
Royaume-Uni

 www.FillesPasEpouses.org

 info@GirlsNotBrides.org

 [GirlsNotBrides](https://twitter.com/GirlsNotBrides)

 www.facebook.com/GirlsNotBrides/

 +44 (0)20-375-5858

 +44 (0)20-603-7811

Filles, Pas Epouses est une société limitée par garantie (numéro d'enregistrement: 8570751) et un organisme caritatif agréé en Angleterre et au Pays de Galles (numéro d'enregistrement: 1154230)